

Circulaire n° 85-104 du 13 mars 1985

(Education nationale)

Texte adressé aux commissaires de la République, aux recteurs et aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Education nationale.

Instruction des demandes de contrats et d'avenants prévus aux articles 4 et 5 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959.

Les demandes de contrat et d'avenant déposées par les établissements d'enseignement privés qui souhaitent concourir au service public et recevoir de ce fait une aide financière des collectivités publiques devront être étudiées dans le cadre de la nouvelle législation résultant de l'article 119 de la loi de finances pour 1985 et de l'article 18 de la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983.

Il convient toujours de distinguer le contrat simple du contrat d'association. Dans les deux types de contrat, les conditions préalables, les droits et les obligations des parties en présence sont, en sus des règles habituelles, soumises à des règles nouvelles dont les incidences sont examinées ci-dessous. Dans le principe, le contrat simple réservé à des établissements du premier degré associe deux partenaires : un établissement privé et l'Etat qui prend directement en charge les traitements des personnels enseignants, employés de droit privé ; le contrat d'association réunit les mêmes partenaires mais sa conclusion entraîne, outre la prise en charge des personnels enseignants, qui relèvent du droit public, le financement des dépenses de fonctionnement matériel de l'établissement intéressé par la collectivité territoriale compétente.

L'article 119 de la loi de finances pour 1985 et la nouvelle rédaction de l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée sont au centre du nouveau dispositif. Les crédits affectés au financement des services d'enseignement des établissements privés sous contrat sont calculés désormais selon les mêmes modalités que ceux destinés à la rémunération des personnels enseignants des établissements publics. Cette exigence fondamentale a une incidence directe sur la mise sous contrat de classes nouvelles et sur la gestion des moyens attribués aux établissements actuellement sous contrat. Les besoins en personnels enseignants rémunérés par l'Etat seront appréciés localement dans des conditions analogues pour les établissements d'enseignement privés et pour les établissements publics, en fonction des contraintes spécifiques qui s'imposent à ces derniers. La réglementation existante reste applicable dans tout ce qui n'est pas contraire aux modifications législatives qui viennent d'intervenir et dont il convient de préciser les lignes directrices.

I. CONTRAT SIMPLE

[...]

II. CONTRAT D'ASSOCIATION

2.1. CONDITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

La loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée, la loi de finances pour 1985, la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 et les décrets n°s 60-385, 60-386 et 60-389 modifiés du 22 avril 1960 précisent les droits et pouvoirs des personnes susceptibles de contracter et fixent comme suit les conditions exigées pour la passation du contrat.

2.1.1. Conditions objectives à vérifier

A) *Etablissements du second degré :*

- 1° Répondre à un besoin scolaire reconnu ;
- 2° Justifier des titres de qualification de la part des directeurs et des maîtres ;
- 3° Disposer de locaux et d'installations appropriés aux formations proposées ;
- 4° Avoir fonctionné pendant cinq ans avant la date d'effet du contrat (sauf exception prévue par le décret n° 60-389 déjà cité).

A ces conditions s'ajoutent des taux d'encadrement, exprimés en particulier dans le rapport dit H/E (nombre d'heures d'enseignement par élève), analogues à ceux appliqués dans les établissements publics correspondants et la comptabilité des formations proposées avec les schémas prévisionnels et, en outre, les plans régionaux et la carte des formations supérieures pour les classes post-baccalauréat.

Enfin, l'existence de crédits disponibles constitue désormais un préalable indispensable à toute passation de contrat.

B) Etablissements du premier degré :

Les quatre premiers points cités au A s'appliquent intégralement ; s'y ajoutent un taux d'encadrement des élèves correspondant à celui appliqué localement dans les écoles publiques, à contraintes égales et, bien entendu, l'existence de crédits disponibles.

En ce qui concerne les classes maternelles et enfantines, dont la scolarité n'est pas obligatoire, vous continuerez à appliquer les principes figurant dans les circulaires des 7 novembre 1960 (1^o, alinéas 3 et 4) et 14 février 1961 (I, B-3).

2.1.2. Précisions relatives à la notion de besoin scolaire

La reconnaissance du besoin scolaire susceptible d'être couvert par un établissement privé désirant concourir au service public dépend, si les crédits disponibles sont suffisants pour satisfaire la demande de contrat ou d'avenant, de la combinaison de plusieurs critères, quantitatifs et qualitatifs, traditionnels en la matière, que le législateur a complétés. Quelques précisions doivent être apportées sur ce point.

a) Le choix des familles.

Le choix des familles, guidé par le caractère propre de l'établissement, constitue le critère constant de l'appréciation que devront porter les autorités de l'Etat sur la demande de contrat ou d'avenant.

Il vous revient donc de vérifier si les ressources offertes par les établissements privés déjà placés sous contrat permettent de satisfaire les choix effectifs des familles en faveur du genre d'éducation qui a leur faveur. Suivant le type de formation en cause, les contraintes de localisation doivent être acceptables pour les familles (distance par rapport au domicile, facilité des communications, existence de transports scolaires, de services annexes de demi-pension et d'internat).

b) La comptabilité de l'enseignement proposé avec les besoins de formation recensés.

Les schémas prévisionnels, les plans régionaux et la carte des formations de l'enseignement supérieur (pour les classes post-baccalauréat) définiront à l'avenir l'ensemble des besoins de formation. En attendant l'élaboration de ces éléments nouveaux d'appréciation adaptés à la décentralisation, vous pourrez vous appuyer sur les travaux préparatoires, s'ils existent, pour apprécier l'utilité économique et sociale des formations dispensées dans les classes proposées à la mise sous contrat.

Suivant la nature de la formation et le lieu d'implantation des établissements susceptibles de la réaliser, il convient de rechercher l'aire géographique au niveau de laquelle doit se situer l'appréciation du besoin scolaire. Ce niveau est différent selon qu'il s'agit, par exemple, d'une classe de premier cycle ou d'une classe Terminale, d'une option de langue vivante dans un collège ou d'un groupe d'options en classe de Seconde, d'une section de techniciens supérieurs dans un lycée.

Une répartition judicieuse des options et des préparations dans les classes mises sous contrat est la condition d'une association cohérente au service public dans le respect des choix d'éducation exprimés par les familles.

c) L'efficacité pédagogique de l'établissement.

L'association d'un établissement privé au service public suppose que celui-ci remplisse avec une efficacité suffisante les buts qu'il s'assigne. Le niveau atteint par les élèves formés et les résultats obtenus aux examens, sous réserve que ces derniers soient appréciés en fonction des effectifs accueillis dans l'ensemble du cycle, constituent des éléments d'appréciation qui devront retenir votre attention. L'Etat ne peut apporter son concours à un enseignement qui ne donnerait pas dans ce domaine les garanties que les parents sont en droit d'attendre d'un établissement admis au contrat.

2.2. MODALITÉS D'EXERCICE DU POUVOIR D'APPRÉCIATION DES AUTORITÉS DE L'ETAT

Il vous revient d'apprécier l'opportunité de placer sous contrat d'association des classes d'un établissement d'enseignement privé en fonction de tous les éléments dont vous disposez localement. Il convient de rappeler que, comme précédemment, vous disposez d'un large pouvoir d'appréciation, dont la limite, sanctionnée par le juge, réside dans l'erreur manifeste d'appréciation. A cet égard, vous tiendrez le plus grand nombre de l'avis de la collectivité territoriale intéressée.

Pour les demandes de contrat d'association ou d'avenant visant des classes d'établissements du second degré, vous consulterez la région ou le département-siège de l'établissement privé.

[...]

III. LA NOTION D'ANNEXE

Une des conditions de l'exercice des contrôles exigés des autorités de l'Etat sur les établissements d'enseignement privés demandeurs de contrat est leur durée de fonctionnement préalable à la date d'effet du contrat. Cette durée est de cinq années aussi bien pour la conclusion du contrat simple que du contrat d'association (sauf installation d'établissements dans les nouveaux quartiers des zones urbaines comprenant au moins 300 logements).

La notion d'annexe ne doit pas être utilisée abusivement pour contrevenir à ces règles. Vous veillerez particulièrement à ce qu'elles soient respectées.

Les bâtiments d'une annexe se situent normalement à proximité de l'établissement de rattachement. De plus, les personnes responsables de l'annexe, habilitées à signer l'avenant, sont celles qui avaient qualité pour passer le contrat initial au sens du décret n° 60-385 du 22 avril 1960.

La gestion rigoureuse des moyens affectés à l'Education nationale par les lois de finances et la nécessaire cohérence des initiatives privées avec les principes applicables au service public impliquent que la procédure d'instruction des demandes de contrats et d'avenants soit conduite avec la plus grande attention. A cet égard, vous procéderez à l'instruction de la demande avec une particulière vigilance lorsque, alors même que la situation locale exigerait l'ouverture d'une école publique, l'absence d'une telle école sur le territoire de la commune concernée vous interdit d'apprécier le besoin scolaire dans des conditions normales.

La circulaire n° 83-173 du 18 avril 1983 est abrogée.

(BO n° 12 du 21 mars 1985 et BO spécial n° 5 du 5 septembre 1985)